



## Actualités OFS

---

### 3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, octobre 2008

## Le marché du travail en comparaison internationale

Les marchés du travail de la Bulgarie et de la Roumanie – nouveaux Etats membres de l'UE – en comparaison européenne

---

#### **Renseignements:**

##### **Travail et chômage**

Anouk Bläuer Herrmann, OFS, Section Travail et vie active, tél.: +41 32 71 36982  
e-mail: Anouk.Blaeuer-Herrmann@bfs.admin.ch

##### **Salaires**

Vincent Cangemi, OFS, Section Salaires et conditions de travail, tél.: +41 32 71 36464  
e-mail: Vincent.Cangemi@bfs.admin.ch  
N° de commande: 206-0808



# Table des matières

1	Synthèse	5
2	Population et population active	6
3	Taux d'activité et rapport de dépendance	6
4	Répartition sectorielle et part d'indépendants	8
5	Durée normale du travail et travail à temps partiel	10
6	Niveau de formation	12
7	Profession	13
8	Chômage	14
9	Salaires	17

## Abréviations et précisions

UE	Union européenne
UE-27	Union européenne actuelle (27 Etats membres)
UE-15	15 premiers Etats membres à avoir rejoint l'Union Européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède)
Etats ayant rejoint l'UE en 2004	10 Etats membres ayant rejoint l'Union Européenne en 2004 (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie)
AELE	Association européenne de libre échange
BG	Bulgarie
RO	Roumanie
CH	Suisse



## 1 Synthèse

Si les populations de la Bulgarie et de la Suisse sont de grandeur comparable, leur structure diffère. La Bulgarie a une population globalement plus âgée que la Suisse et présente un des rapports de dépendance (rapport aînés/actifs) les moins favorables d'Europe. La taille de la population roumaine est nettement plus grande et la faible proportion de personnes âgées au sein de la population influence favorablement le rapport de dépendance.

En Suisse, la participation au marché du travail est élevée, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. De plus, les personnes entrent relativement tôt dans la vie active et quittent relativement tard une activité professionnelle. En Bulgarie et en Roumanie, la participation au marché du travail est inférieure à la moyenne européenne pour l'ensemble de la population.

Les marchés du travail des pays de l'UE présentent de grandes différences structurelles. En Suisse et dans la plupart des premiers pays à avoir rejoint l'UE, le secteur tertiaire est particulièrement développé, alors que le secteur secondaire reste important dans les anciens pays du bloc de l'Est. C'est le cas en Bulgarie, alors qu'en Roumanie, le secteur agricole représente encore une part considérable de l'économie.

Cette répartition sectorielle détermine en partie le statut d'activité de la population active occupée, et la Roumanie affiche une proportion élevée de collaborateurs familiaux et d'indépendants. En Bulgarie, la part de ces derniers est en revanche plutôt basse en comparaison européenne, la Suisse affichant ici des valeurs moyennes.

Le temps partiel est encore peu répandu dans les pays ayant rejoint l'UE en 2004, de même qu'en Bulgarie et en Roumanie. A l'inverse, on trouve en Suisse une proportion importante de personnes actives, en majorité des femmes, travaillant à temps partiel.

Le niveau de formation de la population active en Suisse est très bon. La Bulgarie et la Roumanie, en revanche, affichent des proportions élevées d'actifs n'ayant pas achevé de formation post-obligatoire. On observe en Bulgarie un nombre important de personnes exerçant une profession à très bas niveau de qualification et une forte proportion d'agriculteurs en Roumanie.

La Suisse affiche généralement un faible taux de sans-emploi, y compris chez les jeunes. Si le taux de sans-emploi global est en Bulgarie et en Roumanie inférieur à la moyenne européenne, certains groupes sont particulièrement touchés ; ce sont notamment les personnes sans formation post-obligatoire en Bulgarie et les jeunes en Roumanie.

Les différences sont extrêmement marquées au niveau des salaires. En Suisse, le niveau des salaires est l'un des plus élevés d'Europe. Cependant, lorsque ceux-ci sont convertis en pouvoir d'achat standard (PAS), la Suisse n'occupe plus que le 8<sup>e</sup> rang des pays comparés, derrière ses voisins directs Allemagne et Autriche. La Bulgarie et la Roumanie occupent le dernier rang en termes de niveau des salaires, que ceux-ci soient exprimés en € ou en PAS. La croissance du salaire roumain exprimé en € a cependant été la plus forte enregistrée en Europe entre 2002 et 2006.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, 2 pays d'Europe Orientale, la Bulgarie et la Roumanie, ont rejoint l'UE, portant le nombre d'Etats membres à 27. L'accent principal de cette étude a été mis sur la comparaison d'indicateurs entre ces deux Etats, les autres pays européens et les pays membres de l'AELE, dont la Suisse. Selon les indicateurs présentés, les comparaisons ont été effectuées avec la moyenne globale de l'UE. Parfois, lorsque cela s'avérait pertinent, les comparaisons ont été effectuées avec la moyenne des 15 premiers pays à avoir rejoints l'UE et celle des 10 nouveaux Etats membres ayant rejoint l'UE au 1<sup>er</sup> mai 2004. Sur ces 10 pays, 8 faisaient partie du « bloc de l'Est », ce qui rend la comparaison avec la Bulgarie et la Roumanie particulièrement intéressante.

## 2 Population et population active

### Avec la Bulgarie et la Roumanie, environ 14 millions de personnes actives rejoignent le marché du travail de l'UE

Avec l'entrée, au 1<sup>er</sup> janvier 2007, de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE, la population de celle-ci s'accroît de 29 millions d'habitants (+6,4%). La population de la Bulgarie (7,7 millions) est de taille comparable à celle de la Suisse, mais celle de la Roumanie est nettement plus nombreuse (21,6 millions). Ce pays se place au 7<sup>e</sup> rang en nombre d'habitants au sein de l'UE actuelle.

En considérant l'activité professionnelle, ce sont 13,6 millions de personnes actives de 15 ans et plus qui rejoignent l'UE (+6,1%; BG: 3,5 millions; RO: 10,1 millions). En Suisse, 4,3 millions de personnes sont actives en 2007.

Environ deux tiers de la population est en âge de travailler (15–64 ans) dans l'UE (67,4%) et les écarts entre pays pour cet indicateur ne sont pas très marqués. Il est cependant intéressant de constater que l'ensemble des pays entrés dans l'Union en 2004 affichent une proportion supérieure (70,2%) à la moyenne de l'UE. C'est également le cas de la Suisse, qui affiche une proportion identique (68,0%) à celle de la Bulgarie. La Roumanie (69,8%) se situe dans les pays présentant un taux élevé.

La Bulgarie se distingue en présentant la proportion la plus faible de personnes de moins de 15 ans au sein de l'UE (BG: 13,5%; UE et CH: 15,8%) et une proportion de personnes âgées de plus de 65 ans supérieure à la moyenne (BG: 18,5%; UE: 16,8%). La part des personnes de 65 ans et plus est inférieure à la moyenne en Suisse (16,2%) et en Roumanie (14,9%). L'écart en Europe pour ce dernier indicateur varie presque du simple au double, allant de 1 personne sur 9 en Irlande à 1 personne sur 5 en Italie.

(cf. tableau T1)

## 3 Taux d'activité et rapport de dépendance

### La participation au marché du travail en Bulgarie et en Roumanie est faible en comparaison européenne

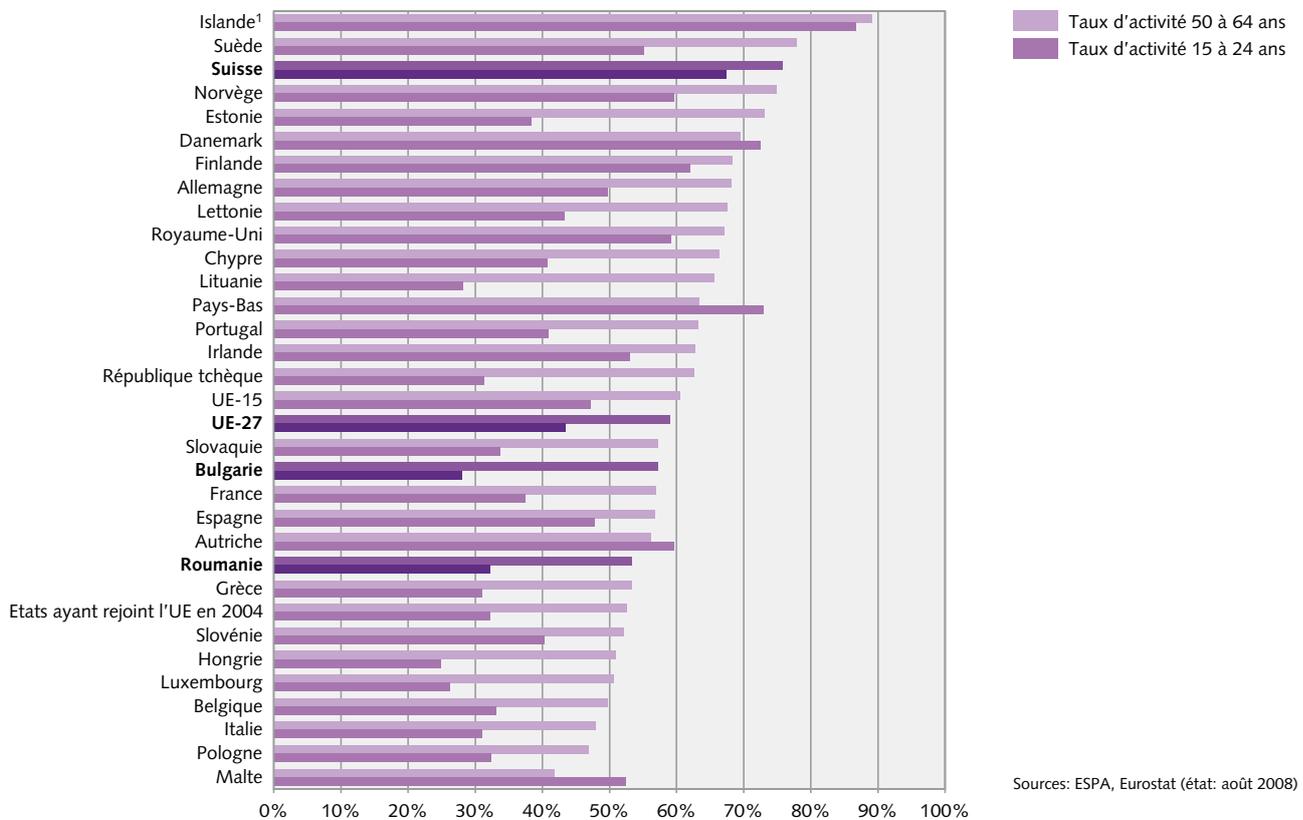
La Bulgarie et la Roumanie font partie des pays présentant un faible taux d'activité chez les 15–64 ans (BG: 66,1%; RO: 63,9%; UE: 70,4%). La Suisse (81,6%) affiche, après l'Islande, le taux le plus élevé. Si tous les pays nordiques (Islande, Norvège, Suède, Finlande et Danemark) présentent des taux d'activité élevés, on constate de grandes disparités parmi les autres pays de l'UE.

Ces différences de taux d'activité s'expliquent en général par des comportements différents quant à l'entrée et à la sortie de la vie professionnelle et les plus importantes différences sont observées pour les groupes d'âges de 15–24 ans et de 50–64 ans. Si un faible taux d'activité des jeunes peut s'expliquer partiellement par des systèmes de formation professionnelle différents, il indique aussi les difficultés que rencontrent les jeunes de certains pays à trouver un emploi. La Bulgarie présente à cet égard un taux d'activité chez les 15–24 ans très faible, les taux d'activité des 25–49 ans et des 50–64 ans étant proches de la moyenne européenne. La Roumanie se caractérise par des valeurs en dessous de la moyenne pour tous les groupes d'âges considérés.

(cf. tableau T2)

**Taux d'activité par groupes d'âge en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

G 1



Sources: ESPA, Eurostat (état: août 2008)

<sup>1</sup> 2006

**La Suisse se distingue par des taux d'activité élevés, aussi bien chez les hommes que chez les femmes**

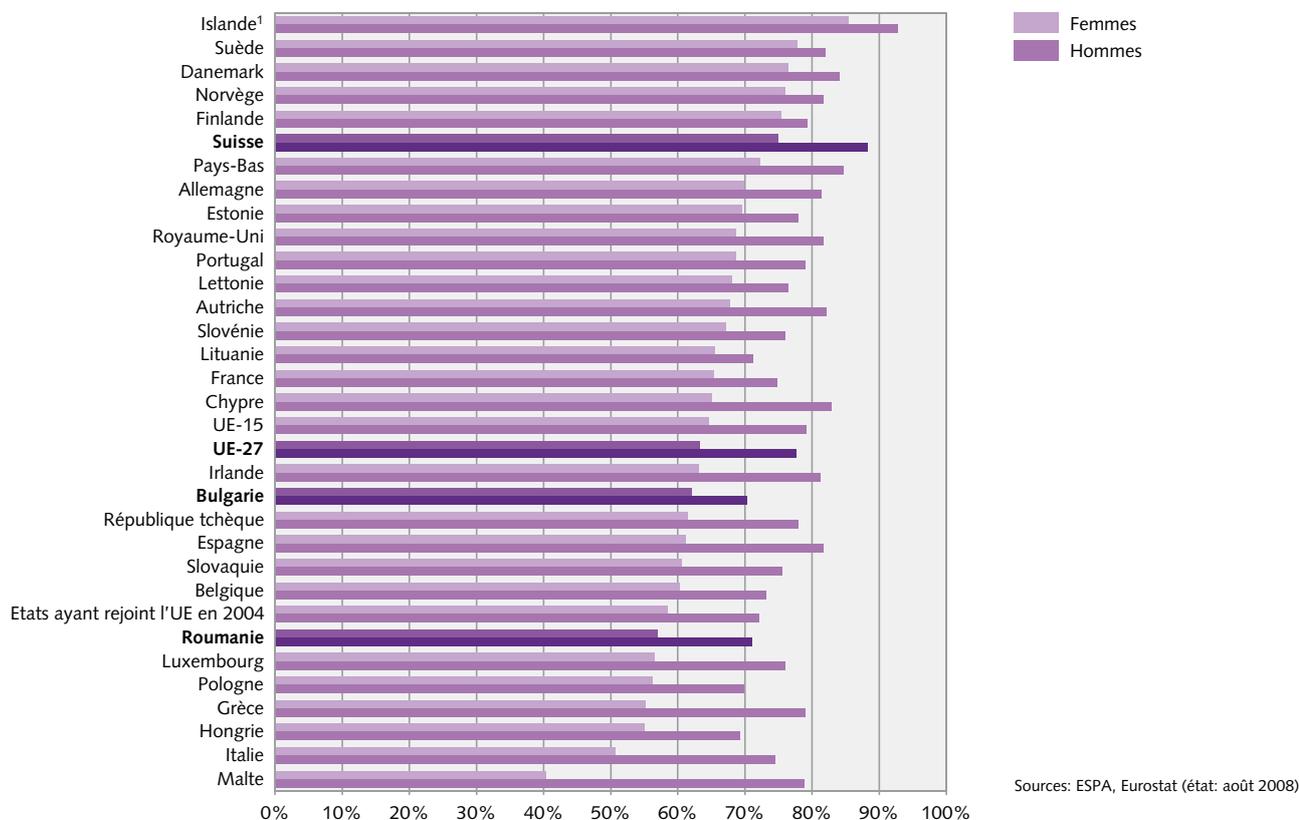
La participation des femmes au marché du travail influence aussi le taux d'activité global. En Suisse et dans les pays nordiques, le taux d'activité des femmes de 15–64 ans est égal ou supérieur à 75%. Les autres pays européens affichent tous des valeurs moins élevées. La participation des femmes en Bulgarie (62,0%) et en Roumanie (56,9%) est inférieure à la moyenne européenne (63,2%).

La participation des hommes au marché du travail en Bulgarie (70,3%, moyenne UE: 77,6%) et en Roumanie (71,0%) est également très faible et seule la Hongrie et la Pologne affichent des valeurs plus basses. La Suisse (88,2%) se situe ici aussi dans le peloton de tête.

(cf. tableau T2)

## Taux d'activité des femmes et des hommes de 15 à 64 ans en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

G 2

<sup>1</sup> 2006

© Office fédéral de la statistique (OFS)

### Seulement 2,2 actifs pour une personne âgée en Bulgarie

Le rapport entre la population âgée de plus de 65 ans et le nombre des personnes actives de 25–64 ans, appelé aussi rapport de dépendance, dépend en partie de la structure de la population mais aussi des taux d'activité. En Suisse, ce rapport est de 1 pour 2,9, c'est-à-dire que pour une personne de plus de 65 ans, il y a presque trois personnes actives dans la tranche d'âge 25–64 ans. Ceci s'explique surtout par des taux d'activité très élevés dans notre pays. Dans l'UE, ce rapport est de 1 pour 2,5 seulement. La Roumanie présente un rapport légèrement supérieur à la moyenne européenne (1 pour 2,7), qui s'explique avant tout par une faible proportion de personnes âgées. La Bulgarie (1 pour 2,2) enregistre des proportions moins favorables que la Suisse et que presque l'ensemble des pays européens. Ceci s'explique avant tout par une proportion élevée de personnes âgées.

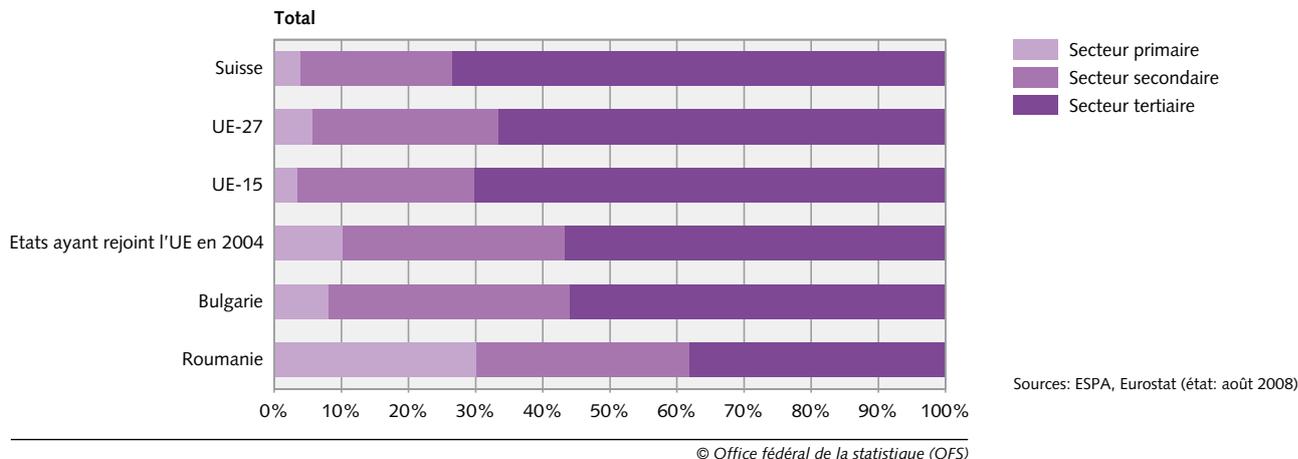
### 4 Répartition sectorielle et part d'indépendants

#### Le secteur agricole en Roumanie et l'industrie en Bulgarie sont importants

En Suisse et dans la plupart des pays de l'UE-15, une large majorité des personnes actives occupées œuvrent dans le secteur tertiaire (CH: 73,5%; moyenne UE-15: 70,1%). Ce secteur est par contre moins prédominant en moyenne dans les dix pays ayant rejoint l'UE en 2004 (56,7%; Chypre et Malte constituent l'exception). La Bulgarie (55,9%) et la Roumanie (38,0%) présentent également un secteur tertiaire encore peu développé. Le secteur agricole représente encore une part très importante en Roumanie (30,1%). Cette proportion, la plus élevée au sein de l'UE, est deux fois plus grande que celle de la Pologne (15,2%), qui occupe le 2<sup>e</sup> rang pour cet indicateur. En Bulgarie, une part importante de la population active est occupée dans le secteur industriel

**Répartition de la population active occupée selon les secteurs économiques en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

G 3



(36,0%, contre une moyenne de 33,0% pour les 10 pays entrés dans l'UE en 2004 et de 27,7% pour l'UE dans son ensemble).

(cf. tableau T3)

**Beaucoup d'indépendants en Roumanie, mais peu en Bulgarie**

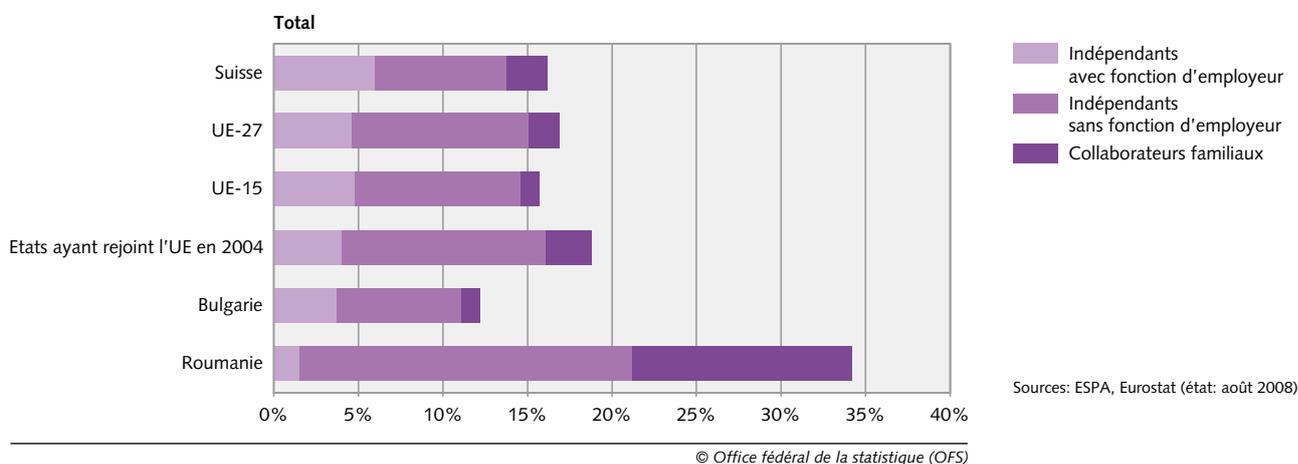
Au sein des pays de l'UE et de l'AELE, on constate de grandes disparités quant à la part d'indépendants au sein de la population active occupée. Cette part varie de 6,4% au Luxembourg à 29,5% en Grèce. Ces différences importantes s'expliquent entre autres par les différences structurelles des marchés du travail: ainsi, les indépendants sont traditionnellement nombreux dans l'agriculture. La Roumanie, où ce secteur est particulière-

ment important, montre ainsi un taux d'indépendants considérable (21,2%, moyenne UE: 15,1%) et une proportion extrêmement élevée de collaborateurs familiaux (13,0%, moyenne UE: 1,8%). En Bulgarie, la part d'indépendants est très faible (11,2%), notamment en raison de l'importance du secteur secondaire. La structure du marché du travail ne suffit pas à expliquer les disparités et les comportements économiques jouent aussi un rôle. Les pays du Sud de l'Europe présentent ainsi tous un taux de travailleurs indépendants supérieur au taux moyen, même en faisant abstraction du secteur primaire, l'inverse étant constaté pour les pays nordiques. La Suisse (13,8%) présente un taux légèrement inférieur à la moyenne européenne.

(cf. tableau T3)

**Part d'indépendants et de collaborateurs familiaux au sein de la population active occupée en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

G 4



Les hommes sont plus nombreux que les femmes à exercer une activité indépendante, et cela dans tous les pays observés. Ils sont aussi plus nombreux à exercer une fonction d'employeur lorsqu'ils sont indépendants (moyenne UE: 32,8% des hommes indépendants ont un ou plusieurs employés contre 24,3% des femmes indépendantes). L'écart en Suisse est particulièrement important puisque 50,6% des hommes indépendants exercent aussi une fonction d'employeur contre 30,9% des indépendantes. En Bulgarie, on trouve des proportions à peu près égales entre hommes (34,8%) et femmes (30,4%). En Roumanie, la proportion d'indépendants exerçant aussi une fonction d'employeur est inférieure à 10% aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

## 5 Durée normale du travail et travail à temps partiel

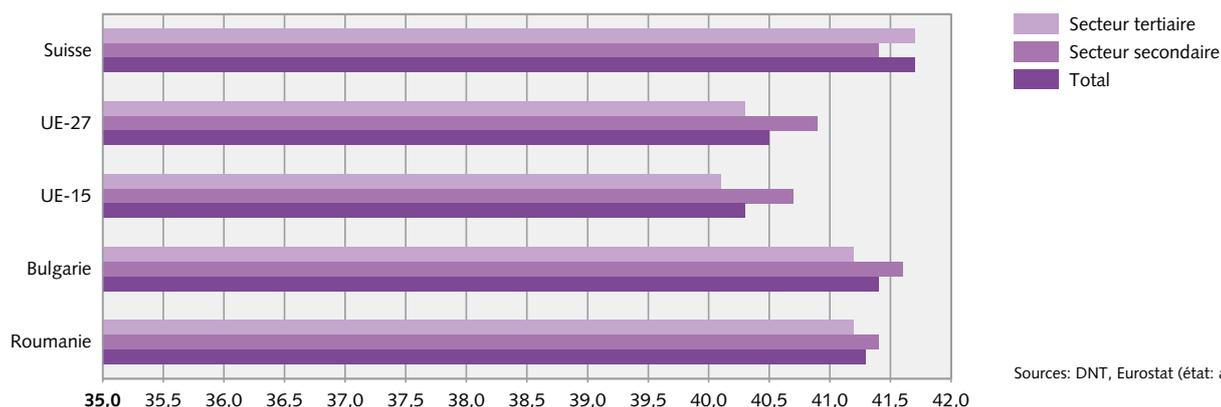
### La durée normale de travail est élevée en Bulgarie et en Roumanie

Avec 41,4 heures en Bulgarie et 41,3 heures en Roumanie, la durée hebdomadaire normale de travail des salariés à plein temps est inférieure à celle de la Suisse (41,7 heures), mais supérieure à la moyenne européenne (40,5 heures). C'est avant tout dans les secteurs de l'industrie et des services que les durées normales de travail dépassent celles du reste de l'UE.

(cf. tableau T4)

### Durée hebdomadaire normale de travail des salariés à plein temps en comparaison européenne, en heures, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

G 5



Sources: DNT, Eurostat (état: août 2008)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

### Le temps partiel est peu répandu dans les pays ayant rejoint l'UE depuis 2004

La majorité des emplois à temps partiel se trouvant dans le secteur tertiaire, les disparités sectorielles entre les Etats se reflètent en grande partie dans la part des personnes travaillant à temps réduit. Le temps partiel est ainsi encore très peu répandu dans les pays entrés dans l'UE en 2004 (moyenne des actifs occupés de 15 à 64 ans: 7,3%). La Bulgarie (1,8%) présente le taux le plus bas d'Europe, alors que la Roumanie (9,6%) affiche un taux légèrement supérieur à la moyenne. Cette part est par contre nettement plus élevée dans les 15 premiers pays à avoir rejoint l'UE (21,0%). La Suisse, avec presque un tiers de personnes travaillant à temps partiel, affiche un des taux les plus élevés d'Europe.

En Suisse, la majorité des femmes de 15 à 64 ans occupent un emploi à temps partiel (58,2%, moyenne UE: 30,8%). Seuls les Pays-Bas affichent une part plus élevée avec 74,7% des femmes travaillant à temps partiel. Cette grande offre de postes à temps partiel facilite pour de nombreuses femmes la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Cependant, le temps

partiel est encore très peu répandu dans les fonctions de cadre ou les fonctions dirigeantes et peut limiter les chances d'évolution professionnelle. Chez les actifs présentant un faible taux d'occupation, il s'accompagne souvent d'une couverture sociale insuffisante.<sup>1</sup>

La situation des Etats entrés dans l'UE en 2004 est caractéristique: dans tous ces pays, à l'exception de Malte, une faible proportion de femmes (15–64 ans) travaillent à temps partiel (9,5%). Ceci peut s'expliquer par le fait que dans ces pays, on observe une part importante de femmes étant actives dans le secteur secondaire, où l'offre de postes à temps partiel est plus restreinte.

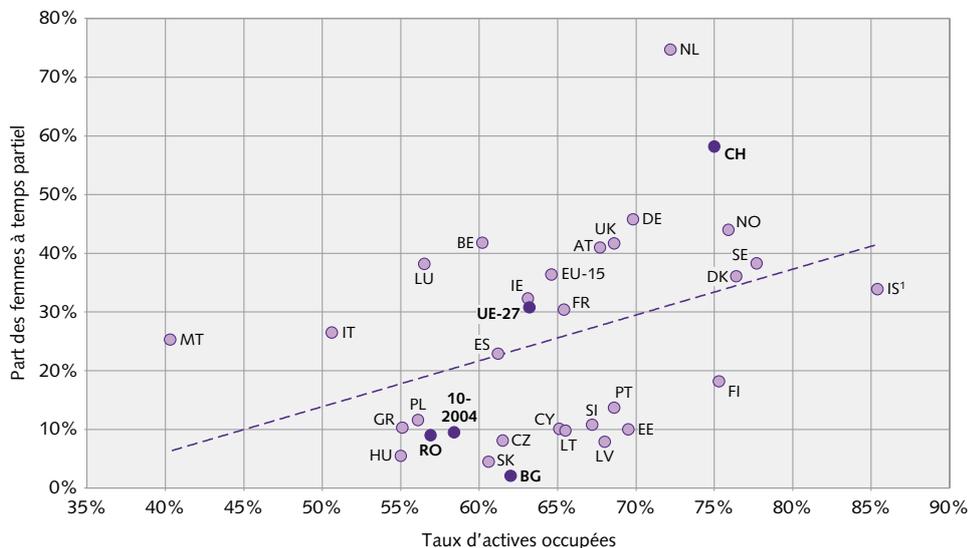
La Bulgarie illustre parfaitement cet exemple et présente une très faible part de femmes actives occupées à temps partiel (2,1%). En Roumanie par contre, la part des femmes occupant un poste à temps réduit (9,0%) est comparable à celle des pays entrés dans l'UE en 2004 (9,5%).

Dans tous les pays d'Europe, la part d'hommes occupés à temps partiel est inférieure à celle des femmes.

(cf. tableau T4)

### Taux d'actives occupées et part des femmes travaillant à temps partiel (15 à 64 ans) en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

G 6



- AT = Autriche
- BE = Belgique
- BG = Bulgarie
- CH = Suisse
- CY = Chypre
- CZ = République tchèque
- DE = Allemagne
- DK = Danemark
- EE = Estonie
- ES = Espagne
- FI = Finlande
- FR = France
- GR = Grèce
- HU = Hongrie
- IE = Irlande
- IT = Italie
- IS = Islande
- LT = Lituanie
- LU = Luxembourg
- LV = Lettonie
- MT = Malte
- NL = Pays-Bas
- NO = Norvège
- PL = Pologne
- PT = Portugal
- RO = Roumanie
- SE = Suède
- SI = Slovénie
- SK = Slovaquie
- UK = Royaume-Uni
- 10-2004 = Etats ayant rejoint l'UE en 2004

<sup>1</sup> 2006

Sources: ESPA, Eurostat (Etat: août 2008)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

<sup>1</sup> Voir aussi «Le travail à temps partiel en Suisse», A. Vuille, Office fédéral de la statistique, 2006

## 6 Niveau de formation

### Le niveau de formation en Roumanie est plutôt bas

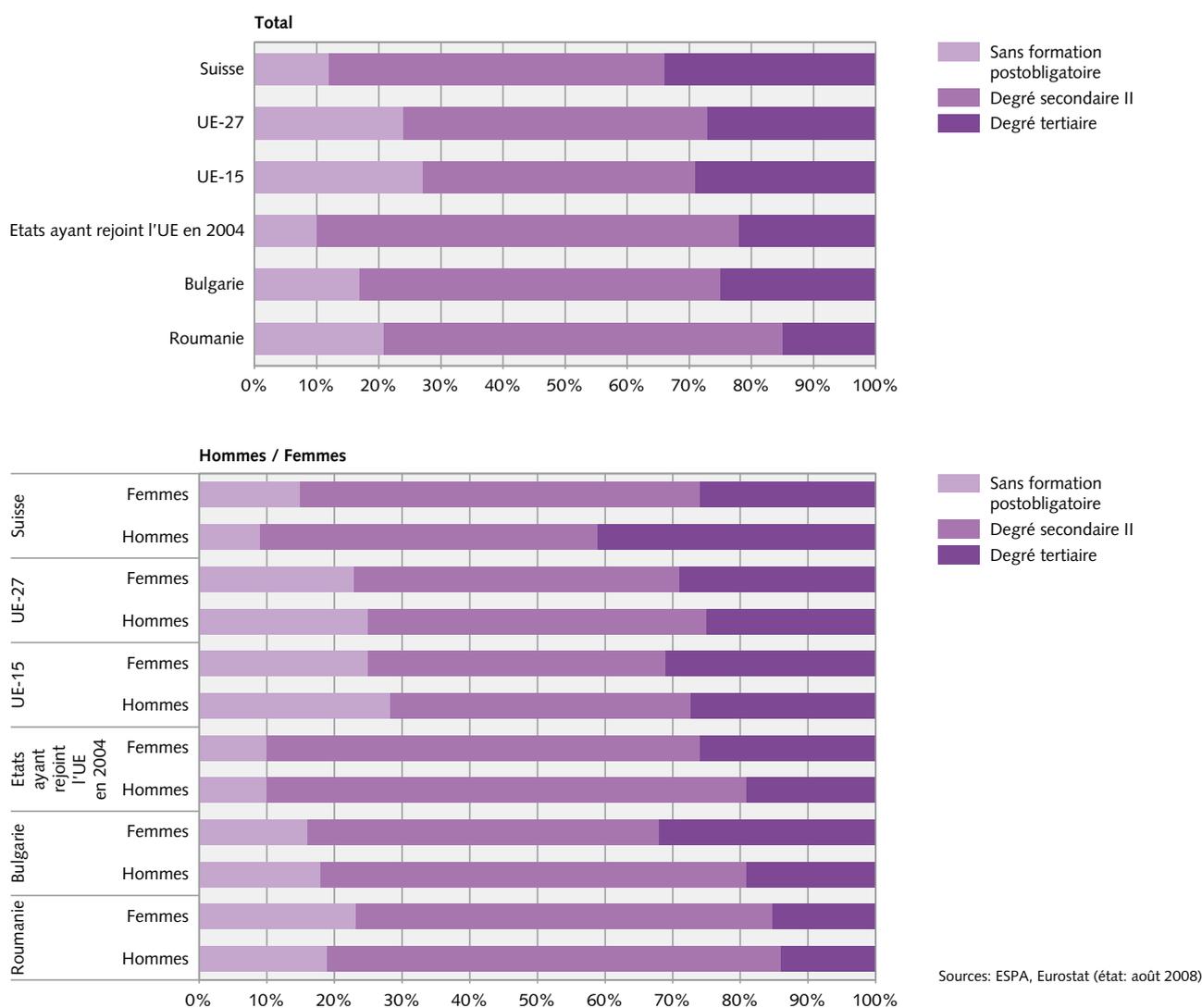
La formation scolaire et professionnelle de la population joue un rôle très important dans l'économie d'un pays. Si l'on considère le niveau de formation achevée le plus élevé des actifs de 25 à 64 ans, on constate que les pays entrés dans l'Union en 2004 présentent une proportion remarquablement faible de personnes n'ayant pas achevé de formation post-obligatoire (9,9%; Chypre et Malte constituent une exception avec des taux élevés). Si le taux relativement élevé de la Roumanie (20,8%) s'explique en partie par l'importance du secteur agricole,

le taux observé en Bulgarie (16,8%) peut s'expliquer partiellement par la structure d'âge de la population. La Suisse, avec un taux de 11,8%, occupe également une place favorable en comparaison européenne (moyenne UE: 24,1%).

En considérant par contre la proportion de personnes actives ayant achevé une formation de degré tertiaire, la Bulgarie (25,5%) affiche un taux supérieur à celui des pays entrés dans l'UE en 2004 (22,1%). La Roumanie (14,7%) présente ici le taux le plus faible au sein de l'UE. En Suisse, 34,1% des personnes actives de 25–64 ans ont achevé une formation supérieure (moyenne UE: 27,1%). Si le taux observé en Bulgarie est particulièrement élevé pour la population féminine (32,2%, contre

Répartition des personnes actives occupées (de 25 à 64 ans) selon le niveau de formation achevée le plus élevé et le sexe, en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

G 7



Sources: ESPA, Eurostat (état: août 2008)

19,4% pour les hommes), on observe le phénomène inverse en Suisse, où seules 25,9% des femmes ont achevé des études supérieures contre 40,9% des hommes (taux masculin le plus élevé en comparaison européenne).

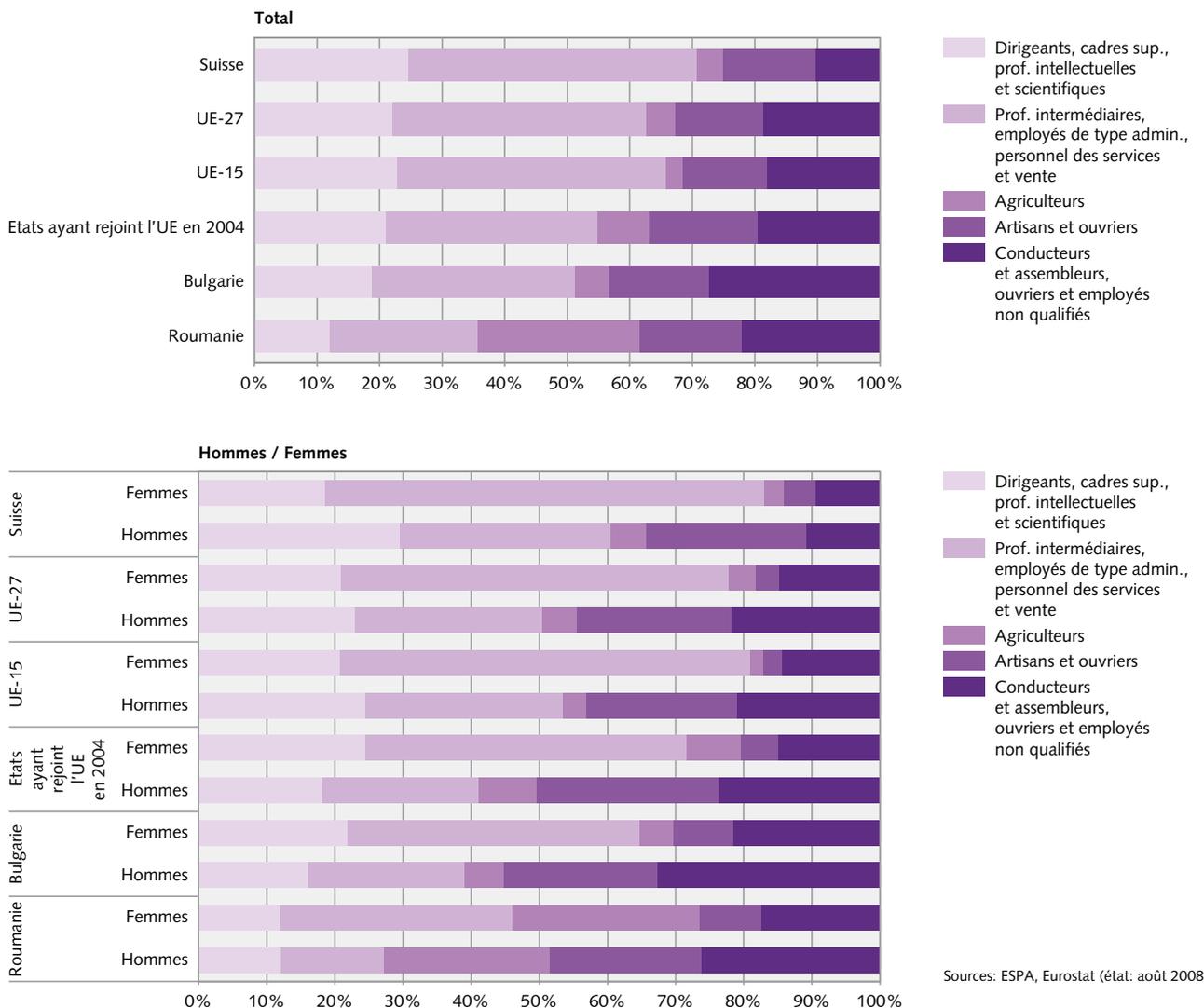
## 7 Profession

### Moins d'emplois qualifiés en Bulgarie et en Roumanie

Les différences structurelles entre la Suisse, la Bulgarie et la Roumanie s'observent aussi dans la situation professionnelle des actifs occupés. La Suisse présente un taux relativement élevé de personnes exerçant une profession intellectuelle, scientifique ou occupant un poste de cadre (24,4%; UE: 21,8%). Les hommes occupent dans ce groupe de professions la majorité des emplois, alors qu'en Bulgarie, de même que dans les 10 pays entrés dans l'UE en 2004, on trouve proportionnellement plus de femmes que d'hommes dans ce groupe de

Répartition de la population active occupée selon la profession exercée<sup>1</sup> et le sexe, en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

G 8



<sup>1</sup> CIP 88 (COM)

professions. On observe aussi dans notre pays une proportion élevée de personnes dans les professions intermédiaires, de type administratif, du service et des ventes (45,9%; UE: 40,3%). Ces professions sont avant tout occupées par des femmes. En Bulgarie, on observe des parts supérieures à la moyenne d'actifs occupés dans le groupe des ouvriers et employés non qualifiés (27,1%, UE: 18,4%) et dans celui des artisans et ouvriers (15,9%, UE: 14,0%). La Roumanie se distingue par une forte proportion d'agriculteurs (25,6%, moyenne UE: 4,5%) et de faibles proportions d'actifs occupés dans les professions les plus qualifiées.

## 8 Chômage

### Le chômage touche particulièrement les jeunes en Roumanie et les personnes sans formation post-obligatoire en Bulgarie

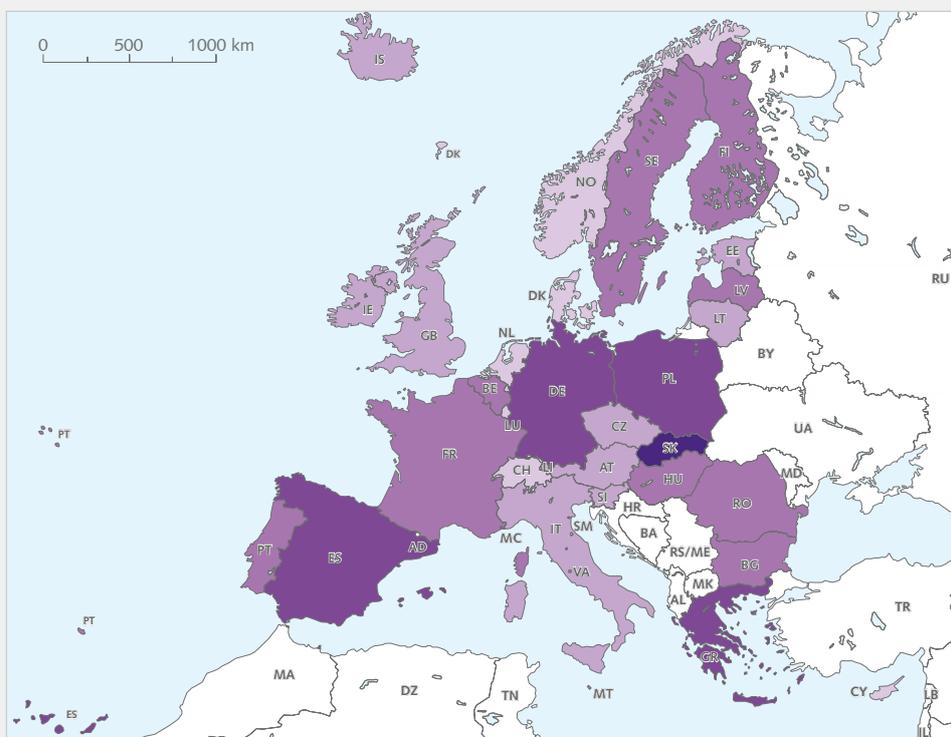
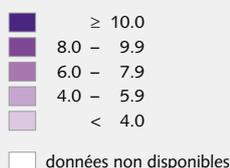
Avec un taux de sans-emploi de 3,7% au 2<sup>e</sup> trimestre 2007, la Suisse appartient à un petit groupe de pays qui se distinguent par leurs faibles taux de sans-emploi (UE: 7,0%). Seuls 2 pays parmi les états entrés dans l'UE en 2004, la Pologne et la Slovaquie, dépassent cette moyenne et affichent les taux les plus élevés d'Europe. Avec respectivement 6,8% et 6,5% de personnes sans emploi, la Bulgarie et la Roumanie se situent en-deçà de la moyenne européenne.

Dans tous les pays considérés, le chômage touche davantage les jeunes que le reste de la population. La Suisse est l'un des pays présentant un taux de sans-emploi les plus faibles chez les 15–24 ans (7,1%). La Roumanie (19,2%) affiche un taux particulièrement élevé, alors que la Bulgarie (12,6%) se situe en dessous de la moyenne européenne (UE: 15,4%).

### Chômage dans les pays de l'UE et de l'AELE, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007\*

C 01

Taux de sans-emploi, en %

\* Islande: 2<sup>e</sup> trimestre 2006NUTS:  
Nomenclature des unités  
territoriales statistiquesFrontière  
— Pays (NUTS 0)

Sources: ESPA, OFS; Eurostat

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2008

Le degré de qualification et de formation professionnelle influence le risque d'être confronté au chômage. Dans tous les pays d'Europe, la main-d'œuvre qualifiée, titulaire d'une formation de degré tertiaire, est rarement touchée par le chômage. Le taux de sans-emploi des personnes concernées (25–64 ans) est ainsi peu élevé aussi bien en Suisse (2,1 %) qu'en Bulgarie (2,5%) et en Roumanie (2,4%; moyenne UE: 3,5%).

Les personnes sans formation post-obligatoire sont les plus touchées par le chômage. La différence du taux de sans-emploi des personnes concernées (25–64 ans) entre les pays entrés dans l'UE en 2004 (15,8%) et les pays de l'UE-15 (8,6%) est marquée. La Slovaquie se démarque avec un taux particulièrement élevé de 41,2%, soit deux fois plus que la République tchèque (18,9%). La Bulgarie se positionne au 4e rang (16,6%). En Roumanie (6,4%) et en Suisse (6,6%), les taux sont inférieurs à la moyenne européenne.

(cf. tableau T5)

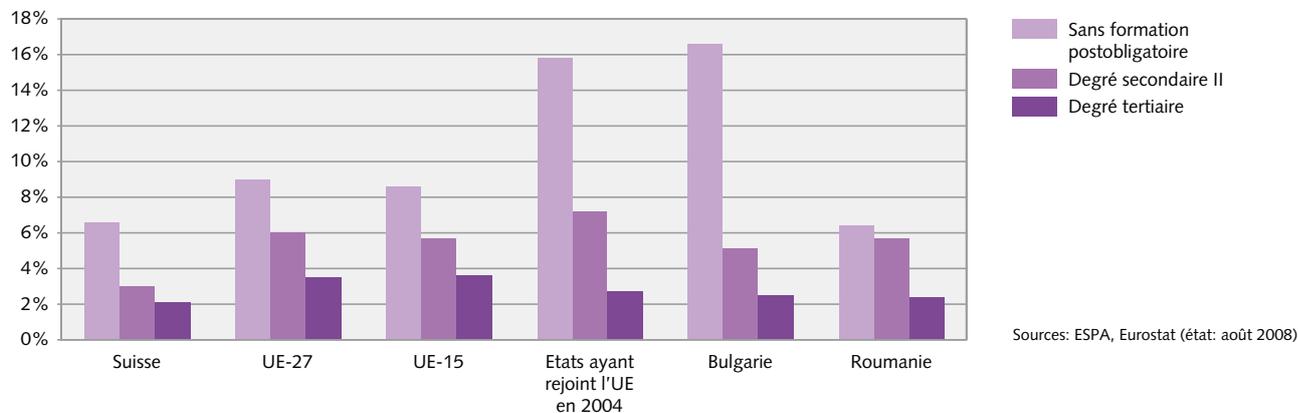
### Beaucoup de chômage de longue durée en Bulgarie et en Roumanie

Au sein de l'UE, 43,7% de personnes sans emploi sont depuis plus d'un an à la recherche d'un emploi. Les pays nordiques se distinguent par une part faible de chômeurs de longue durée, alors que la Suisse (39,3%) affiche une valeur proche de la moyenne. La part de chômeurs de longue durée est élevée parmi les pays entrés dans l'UE en 2004 (53,7%). En Roumanie, une personne sur deux est sans emploi depuis un an ou plus (50,9%), alors que la Bulgarie (57,2%) affiche une des parts les plus élevées. En règle générale, au sein de l'UE, le risque d'être longtemps au chômage augmente avec l'âge. C'est aussi le cas en Suisse et en Bulgarie, alors qu'en Roumanie, les écarts entre les différents groupes d'âge sont peu importants.

(cf. tableau T5)

Taux de sans-emploi des personnes de 25 à 64 ans selon le niveau de formation en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

G 9

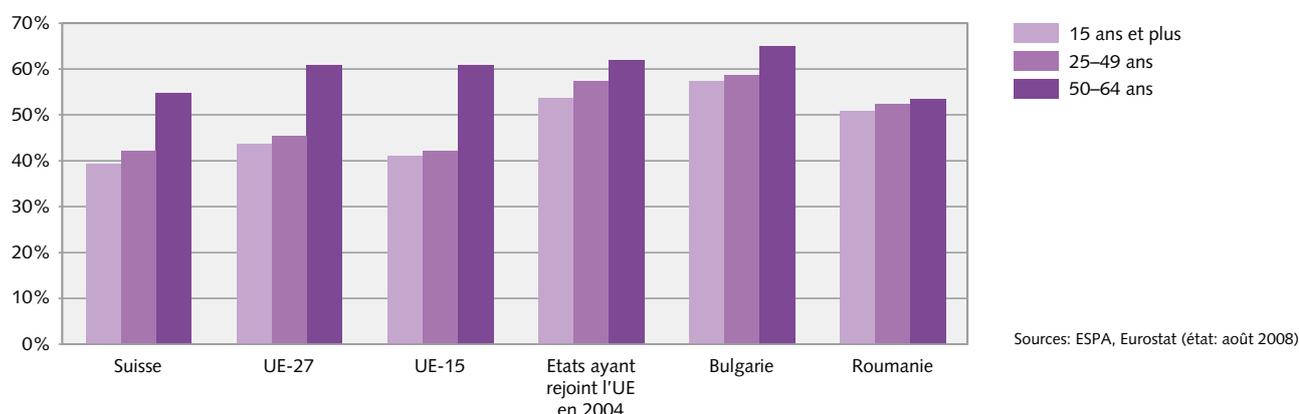


Sources: ESPA, Eurostat (état: août 2008)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

**Part des chômeurs de longue durée dans le total des personnes sans emploi selon les groupes d'âge, en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

G 10



Sources: ESPA, Eurostat (état: août 2008)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

**En Bulgarie et en Roumanie, les femmes ne sont pas plus touchées par le chômage**

Le chômage est un phénomène qui touche plus fortement les femmes que les hommes aussi bien en Suisse que dans la plupart des pays d'Europe. L'écart moyen du taux de sans-emploi entre hommes et femmes dans l'UE s'élève à 1,3 point de pourcent. En Bulgarie, les taux de sans-emploi entre hommes et femmes sont pratiquement au même niveau, alors que la Roumanie fait partie des rares pays où le taux de sans-emploi des hommes est supérieur à celui des femmes.

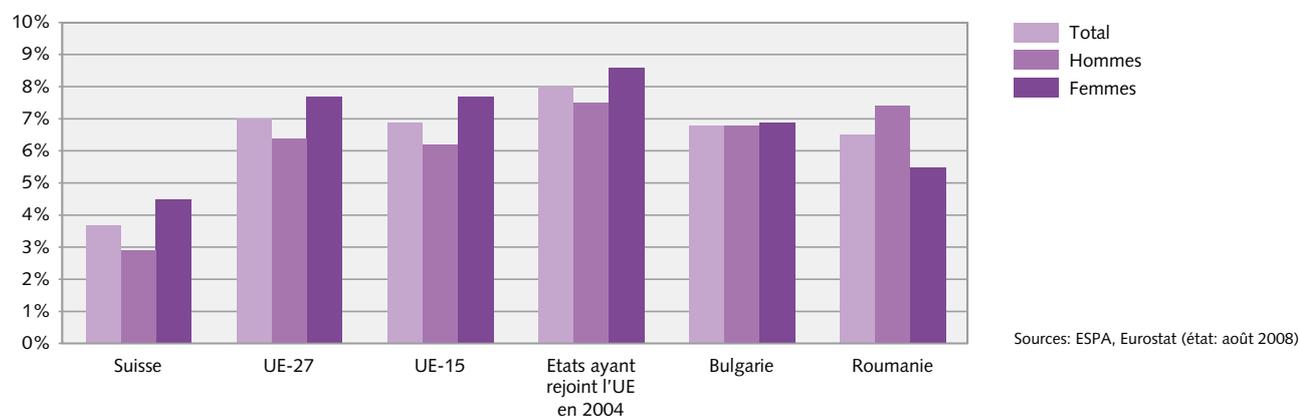
(cf. tableau T5)

Au cours des 4 dernières années, le taux de sans-emploi a diminué dans tous les pays ayant rejoint l'UE en 2004, à

l'exception de la Hongrie. La moitié de ces pays affichait en 2003 un taux de sans-emploi supérieur à 10%, contre un seul (Slovaquie) en 2007. Le taux de sans-emploi moyen pour ces pays a passé de 14,4% à 8,0% et l'écart avec le reste de l'UE s'est réduit de 5,4 points de pourcents à 1 point de pourcent aujourd'hui. L'Espagne et la Finlande, qui affichaient en 2003 également des taux supérieurs à 10%, ont enregistré des reculs du taux de sans-emploi moins importants. L'entrée dans l'UE ne suffit pas à elle seule à expliquer cette évolution. Une tendance similaire s'observe pour la Bulgarie, dont le taux de sans-emploi a diminué de 13,7% à 6,8% durant la même période. La Roumanie et la Suisse, avec une diminution de 0,4 points de pourcents, affichent des taux relativement stables sur la période considérée.

**Taux de sans-emploi selon le sexe en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

G 11



Sources: ESPA, Eurostat (état: août 2008)

© Office fédéral de la statistique (OFS)

## 9 Salaires

### Écart salarial important entre les pays d'Europe

La comparaison des niveaux de salaires dans l'industrie et les services<sup>2</sup> au sein de l'UE met en évidence l'écart salarial existant d'une part parmi les pays de l'UE-15, d'autre part entre ces derniers et les pays entrés dans l'UE en 2004, la Bulgarie et la Roumanie.

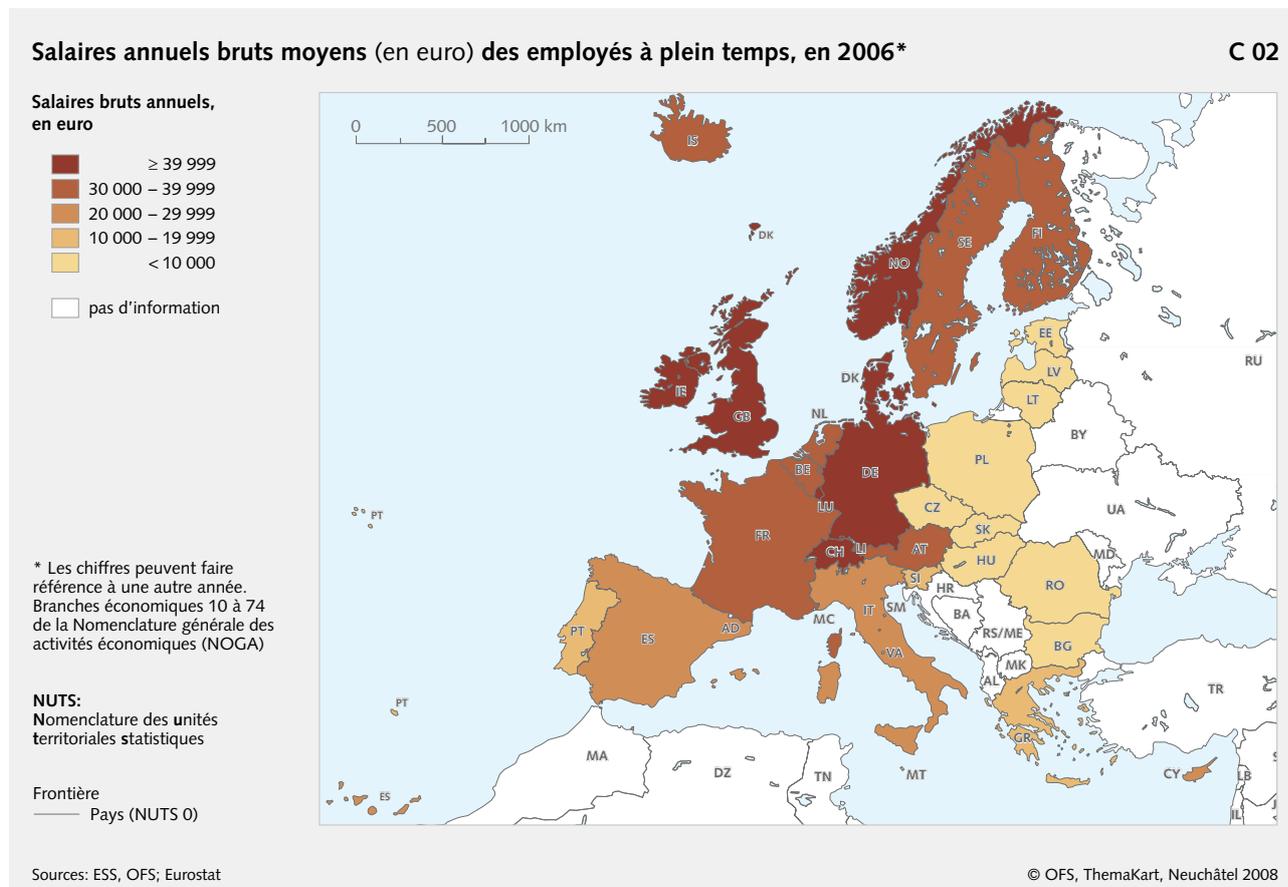
A l'intérieur de l'UE-15, un décalage s'observe toujours entre les pays du Nord et ceux du Sud. En effet, en 2006, les plus hauts salaires annuels moyens des personnes employées à plein temps étaient enregistrés au Danemark (48'307 euros), au Royaume-Uni (44'496 euros), au Luxembourg (43'621 euros), en Allemagne (42'382 euros) et en Irlande (40'462 euros en 2005). A l'opposé, les salaires moyens les plus bas étaient relevés en Italie (23'406 euros), en Espagne (21'150 euros), en Grèce (16'739 euros en 2003) et au Portugal (15'930 euros). L'écart salarial à l'intérieur de l'UE s'amplifie lorsque l'on considère les pays entrés dans

l'UE depuis 2004: parmi ceux-ci, seulement Chypre affichait en 2006 un salaire moyen supérieur à 20'000 euros (21'310 euros), celui des autres se situant entre 5000 et 15'000 euros. Derniers pays à avoir rallié l'UE, la Roumanie (3713 euros) et la Bulgarie (2195 euros) viennent clore le classement.

(cf. tableau T6)

Située au cœur de l'Europe et avec un salaire annuel de 46'058 euros<sup>3</sup>, la Suisse faisait partie en 2006 du trio de tête dans le classement des salaires en euros, aux côtés de la Norvège (membre comme la Suisse de l'AELE) et du Danemark.

Les salaires exprimés en devises nationales peuvent également être convertis dans une devise commune appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Cette devise fictive annule l'effet des différences de niveau des prix entre les pays, permettant ainsi de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat. Lorsque les salaires annuels bruts sont exprimés en PAS, la position des pays dans le classement change, en particulier celle



<sup>2</sup> Sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels.

<sup>3</sup> Salaire médian.

des pays où les salaires sont les plus élevés. C'est ainsi que le Danemark (34'708 PAS), la Norvège (33'768 PAS) et la Suisse (34'328 PAS), à la tête du classement en euros, sont précédés par un groupe de six pays lorsque le classement est établi à partir des salaires exprimés en PAS. Ce groupe est formé par le Luxembourg (42'287 PAS), le Royaume-Uni (41'340 PAS en 2005), l'Allemagne (41'039 PAS), les Pays-Bas (36'796 PAS en 2005), la Belgique (35'480 PAS) et l'Autriche (35'013 PAS).

(cf. tableau T7)

La prise en compte du pouvoir d'achat des salaires lors de l'analyse comparative de leur niveau nous amène également à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays en 2006. En effet, exprimés en euros, les salaires payés au Danemark (les plus élevés d'Europe) sont 22 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas). Convertis en PAS par contre, les salaires les plus hauts (Luxembourg) ne sont plus que 8,6 fois supérieurs aux salaires les plus bas (Bulgarie). Si l'on ne considère que les pays entrés dans l'UE depuis 2004, les salaires en euros les plus hauts (Chypre) sont 9,7 fois supérieurs aux plus bas (Bulgarie), tandis qu'exprimés en PAS, ils ne sont plus que 4,8 fois plus grands. Une réduction de l'écart

salarial s'observe aussi parmi les pays de l'UE-15 lorsque les salaires à comparer sont convertis en PAS, mais dans une moindre mesure. En effet, si dans la comparaison des salaires en euros, les plus hauts (Danemark) sont 3 fois supérieurs aux plus bas (Portugal), dans la comparaison en PAS, les salaires les plus élevés (Luxembourg) représentent 2,5 fois les salaires payés au Portugal.

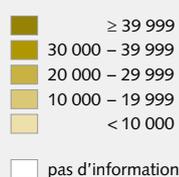
### Croissance des salaires soutenue dans les pays entrés dans l'UE depuis 2004

Bien que des différences importantes subsistent entre les niveaux de salaires bruts moyens des pays européens, leur évolution inégale témoigne d'une dynamique de rattrapage de la part des pays où les salaires payés sont les plus bas. Parmi les pays de l'UE-15 et pour la période allant de 2002 à 2006, le plus faible taux de croissance des salaires exprimés en euros a été enregistré en Allemagne (8,2%) et le plus élevé au Portugal (19,6%). Dans les pays entrés dans l'UE depuis 2004, la croissance des salaires à été généralement plus soutenue avec des valeurs se situant entre 13,2% (Pologne) et 79% (Roumanie). Malte constitue l'exception avec une baisse des salaires (-3,5%). Pendant cette même période,

## Salaires annuels bruts moyens (en PAS) des employés à plein temps, en 2006\*

C 03

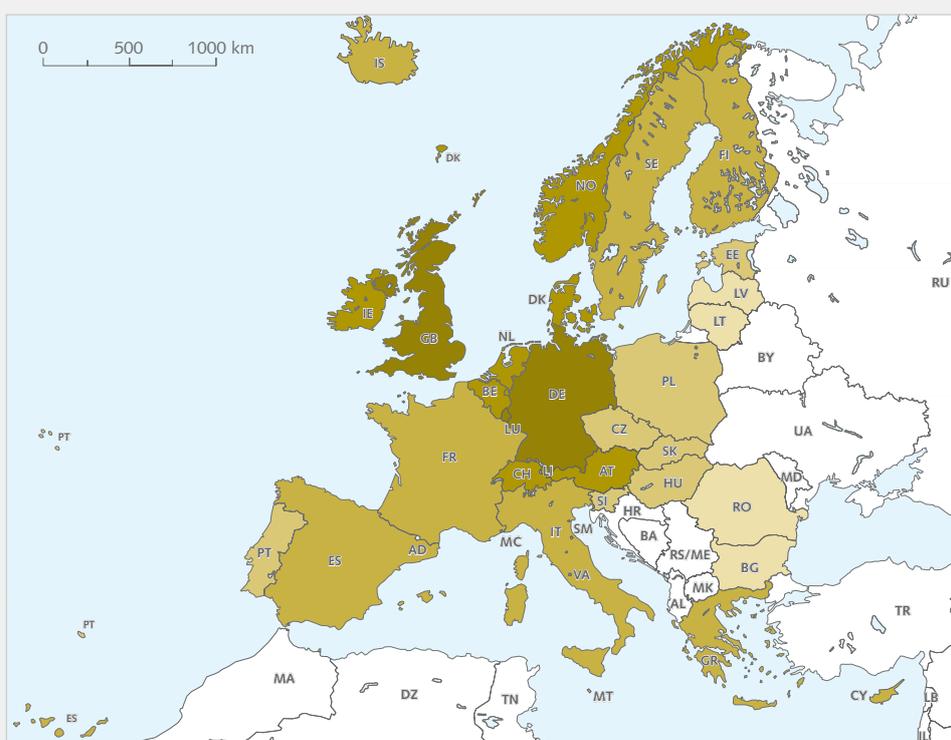
Salaires bruts annuels, en PAS (Pouvoir d'achat standard)



\* Les chiffres peuvent faire référence à une autre année. Branches économiques 10 à 74 de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)

**NUTS:**  
Nomenclature des unités territoriales statistiques

Frontière  
— Pays (NUTS 0)



Sources: ESS, OFS; Eurostat

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2008

la Suisse a également enregistré une baisse des salaires en Euros (-2,8%), due notamment à l'évolution du taux de change Fr./€. Exprimée en monnaie nationale, l'augmentation des salaires a en effet été de 4,2%.

### **Similitudes entre les hiérarchies des salaires par branches**

Malgré les écarts de rémunération considérables entre les pays, la hiérarchie des salaires par branches économiques dans les différents pays présente des similitudes. A l'exception de celles de la Grèce, de Chypre et de Malte, les personnes salariées les moins bien payées en Europe travaillent dans la branche de l'hôtellerie et restauration. A l'opposé, les personnes les mieux rémunérées se retrouvent généralement dans le secteur financier et les assurances, suivies par celles dont l'activité est liée à la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Par ailleurs, dans ces deux branches économiques, la rémunération des personnes salariées, comparée à celle de leurs concitoyens, est d'autant plus haute que le niveau salarial du pays est bas.

*(cf. tableaux T6 et T7)*

#### **Sources:**

ESPA, Eurostat (état: août 2008)

Salaires:

ESS, Eurostat (état: mars 2008)

### Comparaison internationale de données sur le marché du travail

Les données utilisées pour ce travail proviennent de l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat). Eurostat livre des indicateurs qui se basent sur les enquêtes sur les forces de travail menées dans les différents pays. Pour les salaires, Eurostat livre des indicateurs qui se basent, selon les pays, sur l'enquête sur la structure des salaires ou sur des estimations effectuées à partir d'enquêtes ou de fichiers administratifs de la sécurité sociale.

Tous les pays s'appuient sur les mêmes définitions. Malgré cette étroite coordination entre les offices statistiques nationaux et Eurostat, certaines différences minimales peuvent exister entre les enquêtes.

Pour plus d'informations sur les domaines d'activité d'Eurostat, consulter la page Internet: <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

### Définitions internationales de base dans le domaine du marché du travail

Les définitions sont valables pour l'ensemble des personnes âgées de 15 ans ou plus vivant dans des ménages privés; elles correspondent aux recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Sont considérées comme **actives occupées** les personnes qui, au cours de la semaine de référence,

- ont travaillé au moins une heure contre rémunération
- ou qui, bien que temporairement absentes de leur travail (pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant
- ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées.

Sont considérées comme **sans emploi** les personnes

- qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence
- qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et
- qui étaient disponibles pour travailler.

Le nombre de **personnes actives** correspond à la somme des actifs occupés et des sans-emploi.

Le **taux d'activité** est défini comme la part des personnes actives dans la population du même âge.

Le **taux d'actifs occupés** est défini comme la part des personnes actives occupées dans la population du même âge.

Le **taux de sans-emploi** est défini comme la part des sans-emploi dans la population active.

### Salaires

La définition du salaire annuel brut se base, pour Eurostat, sur le Règlement (CE) 1738/2005, pt 4.1. Les données salariales concernent généralement les entreprises de 10 employés et plus.

Les données concernant la Suisse sont issues de l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS). Le salaire se compose de la rémunération annuelle brute (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que des allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, du 13<sup>e</sup> salaire, des paiements spéciaux annuels et de la rétribution des heures supplémentaires. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Parité de pouvoir d'achat (PPA) et pouvoir d'achat standard (PAS): afin de gommer les effets des différences de niveau des prix entre les pays, des taux de conversion spéciaux appelés parités de pouvoir d'achat (PPA) ont été utilisés. Les PPA pour les dépenses de consommation finales des ménages de chaque pays ont servi à convertir les salaires exprimés en devise nationale dans une devise commune fictive appelée pouvoir d'achat standard (PAS). Les salaires ainsi obtenus traduisent de manière réelle le pouvoir d'achat des salaires annuels bruts moyens.

### T1 Population en Suisse, dans les pays de l'UE27 et AELE selon les groupes d'âge et le statut d'activité, en milliers, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

ESPA, Eurostat

	Population				Statut d'activité de la population âgée de 15 à 64 ans		
	Total <sup>1</sup>	15 ans et plus	15-64 ans	65 ans et plus	Actifs occupés	Sans emploi	Personnes non actives
<b>Suisse</b>	<b>7 509</b>	<b>6 326</b>	<b>5 109</b>	<b>1 217</b>	<b>4 016</b>	<b>155</b>	<b>939</b>
<b>UE-27</b>	<b>486 873</b>	<b>409 912</b>	<b>328 083</b>	<b>81 829</b>	<b>214 530</b>	<b>16 405</b>	<b>97 148</b>
UE-15	384 618	323 347	256 565	66 783	171 657	12 804	72 103
Etats ayant rejoint l'UE en 2004	73 020	61 680	51 258	10 422	30 702	2 705	17 851
Belgique	10 609	8 814	7 003	1 811	4 313	358	2 332
<b>Bulgarie</b>	<b>7 671</b>	<b>6 639</b>	<b>5 217</b>	<b>1 421</b>	<b>3 212</b>	<b>237</b>	<b>1 768</b>
République tchèque	10 313	8 836	7 344	1 493	4 848	274	2 222
Danemark	5 450	4 438	3 584	854	2 771	105	708
Allemagne	81 326	70 253	54 246	16 007	37 482	3 549	13 215
Estonie	1 337	1 138	909	229	633	35	240
Irlande	4 341	3 459	2 978	481	2 051	100	828
Grèce	10 754	9 207	7 208	1 999	4 431	397	2 380
Espagne	44 540	38 033	30 743	7 290	20 233	1 758	8 753
France	60 238	49 036	39 474	9 562	25 489	2 143	11 842
Italie	58 803	50 483	38 895	11 588	22 916	1 410	14 569
Chypre	751	610	517	93	368	13	136
Lettonie	2 281	1 963	1 573	390	1 064	69	440
Lituanie	3 385	2 847	2 320	527	1 517	66	737
Luxembourg	464	377	314	63	200	8	106
Hongrie	9 909	8 396	6 796	1 600	3 913	297	2 586
Malte	407	329	278	50	155	11	112
Pays-Bas	16 175	13 214	10 984	2 230	8 346	277	2 361
Autriche	8 189	6 901	5 550	1 350	3 970	186	1 394
Pologne	37 237	31 338	26 250	5 088	14 910	1 599	9 741
Portugal	10 600	8 964	7 132	1 832	4 820	440	1 873
<b>Roumanie</b>	<b>21 565</b>	<b>18 247</b>	<b>15 043</b>	<b>3 204</b>	<b>8 959</b>	<b>658</b>	<b>5 426</b>
Slovénie	2 010	1 729	1 410	319	963	47	399
Slovaquie	5 389	4 495	3 863	632	2 331	295	1 237
Finlande	5 265	4 367	3 496	871	2 493	210	793
Suède	9 137	7 588	5 995	1 592	4 456	334	1 206
Royaume-Uni	58 728	48 216	38 963	9 252	27 688	1 531	9 745
Islande <sup>2</sup>	210	210	192	18	164	7	21
Norvège	3 430	3 430	3 098	332	2 375	67	656

<sup>1</sup> Islande, Norvège: 15-74

<sup>2</sup> 2006

T2 Taux d'activité en comparaison européenne, selon le sexe et les groupes d'âge, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

ESPA, Eurostat

	Total	Hommes	Femmes	Groupes d'âge			
	15-64 ans	15-64 ans	15-64 ans	15 ans et plus	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans
<b>Suisse</b>	<b>81,6</b>	<b>88,2</b>	<b>75,0</b>	<b>67,6</b>	<b>67,4</b>	<b>89,1</b>	<b>75,8</b>
<b>UE-27</b>	<b>70,4</b>	<b>77,6</b>	<b>63,2</b>	<b>57,3</b>	<b>43,5</b>	<b>85,4</b>	<b>59,0</b>
UE-15	71,9	79,2	64,6	57,9	47,2	85,6	60,6
Etats ayant rejoint l'UE en 2004	65,2	72,1	58,4	55,0	32,2	85,1	52,6
Belgique	66,7	73,2	60,2	53,4	33,1	87,1	49,8
<b>Bulgarie</b>	<b>66,1</b>	<b>70,3</b>	<b>62,0</b>	<b>52,6</b>	<b>28,1</b>	<b>85,0</b>	<b>57,3</b>
République tchèque	69,7	77,9	61,5	58,7	31,3	87,4	62,6
Danemark	80,3	84,0	76,4	65,8	72,6	88,9	69,6
Allemagne	75,6	81,4	69,8	59,2	49,7	88,1	68,2
Estonie	73,5	77,9	69,5	61,0	38,4	89,3	73,2
Irlande	72,2	81,2	63,1	63,5	53,1	83,3	62,8
Grèce	67,0	78,9	55,1	53,4	31,0	84,0	53,4
Espagne	71,5	81,6	61,2	58,2	47,8	84,3	56,8
France	70,0	74,7	65,4	56,6	37,5	88,8	56,9
Italie	62,5	74,5	50,6	48,9	31,0	78,4	47,9
Chypre	73,8	82,9	65,1	64,1	40,7	87,8	66,4
Lettonie	72,0	76,4	68,0	60,0	43,4	86,9	67,6
Lituanie	68,2	71,2	65,5	56,5	28,2	86,9	65,7
Luxembourg	66,2	76,0	56,5	55,4	26,3	85,0	50,6
Hongrie	61,9	69,2	55,0	50,5	24,9	81,3	50,9
Malte	59,6	78,8	40,3	50,7	52,5	72,3	41,8
Pays-Bas	78,5	84,7	72,2	66,2	73,0	88,6	63,4
Autriche	74,9	82,1	67,7	61,2	59,7	88,6	56,1
Pologne	62,9	69,9	56,1	53,5	32,4	84,4	46,9
Portugal	73,7	79,0	68,6	62,4	40,9	89,1	63,2
<b>Roumanie</b>	<b>63,9</b>	<b>71,0</b>	<b>56,9</b>	<b>55,4</b>	<b>32,3</b>	<b>81,8</b>	<b>53,4</b>
Slovénie	71,7	76,0	67,2	60,2	40,4	92,2	52,2
Slovaquie	68,0	75,5	60,6	58,6	33,8	87,3	57,3
Finlande	77,3	79,3	75,3	62,6	62,1	88,8	68,4
Suède	79,9	82,0	77,7	64,3	55,1	90,7	77,9
Royaume-Uni	75,0	81,6	68,6	61,9	59,2	84,8	67,2
Islande <sup>1</sup>	89,1	92,7	85,4	84,4	86,8	90,0	89,1
Norvège	78,8	81,7	75,9	72,7	59,7	87,7	74,9

<sup>1</sup> 2006

**T3 Part des actifs occupés dans les secteurs économiques et part des indépendants en comparaison européenne, en %, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

ESPA, Eurostat

	Secteur économique			Part des indépendants
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	
<b>Suisse</b>	<b>4,0</b>	<b>22,5</b>	<b>73,5</b>	<b>13,8</b>
<b>UE-27</b>	<b>5,7</b>	<b>27,7</b>	<b>66,6</b>	<b>15,1</b>
UE-15	3,5	26,4	70,1	14,6
Etats ayant rejoint l'UE en 2004	10,3	33,0	56,7	16,1
Belgique	1,5	24,5	74,0	13,3
<b>Bulgarie</b>	<b>8,1</b>	<b>36,0</b>	<b>55,9</b>	<b>11,2</b>
République tchèque	3,7	40,1	56,3	15,5
Danemark	2,9	23,4	73,6	8,6
Allemagne	2,3	29,8	67,9	10,8
Estonie	4,5	35,6	60,0	9,3
Irlande	5,5	27,4	67,1	16,4
Grèce	11,6	22,4	66,1	29,5
Espagne	4,5	29,3	66,2	16,5
France	3,5	23,1	73,4	10,2
Italie	3,9	30,3	65,7	24,5
Chypre	4,3	22,7	73,0	18,4
Lettonie	11,0	28,2	60,8	9,8
Lituanie	10,7	30,0	59,3	12,4
Luxembourg	1,3	17,6	81,1	6,4
Hongrie	4,6	32,8	62,6	11,9
Malte	2,0	25,7	72,3	13,8
Pays-Bas	3,1	20,2	76,8	12,5
Autriche	5,9	27,4	66,8	12,0
Pologne	15,2	30,6	54,3	19,3
Portugal	11,8	30,4	57,8	23,4
<b>Roumanie</b>	<b>30,1</b>	<b>31,8</b>	<b>38,0</b>	<b>21,2</b>
Slovénie	10,3	34,6	55,1	11,5
Slovaquie	4,2	39,5	56,3	12,6
Finlande	4,6	25,7	69,7	12,1
Suède	2,3	21,7	76,0	10,4
Royaume-Uni	1,4	22,3	76,4	13,0
Islande <sup>1</sup>	6,7	22,6	70,8	14,6
Norvège	3,0	21,1	75,9	7,9

<sup>1</sup> 2006

**T4 Part d'actifs occupés (15–64 ans) à temps partiel selon le sexe en % et durée hebdomadaire normale de travail des salariés à plein temps (en heures) en comparaison européenne, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007**

ESPA, DNT, Eurostat

	Part des actifs occupés (15–64 ans) à temps partiel en %			Durée hebdomadaire normale de travail (salariés à plein temps)
	Total	Hommes	Femmes	
<b>Suisse</b>	<b>32,3</b>	<b>10,8</b>	<b>58,2</b>	<b>41,7</b>
<b>UE-27</b>	<b>17,7</b>	<b>7,0</b>	<b>30,8</b>	<b>40,5</b>
UE-15	20,4	7,5	36,4	40,3
Etats ayant rejoint l'UE en 2004	6,7	4,4	9,5	
Belgique	22,5	7,1	41,8	39,2
<b>Bulgarie</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>	<b>41,4</b>
République tchèque	4,4	1,7	8,1	41,4
Danemark	23,6	12,5	36,1	39,5
Allemagne	25,6	8,6	45,8	40,3
Estonie	7,0	3,9	10,0	40,8
Irlande	17,6	6,4	32,3	38,9
Grèce	5,5	2,5	10,3	40,6
Espagne	11,8	4,1	22,9	40,9
France	17,2	5,5	30,4	39,2
Italie	13,3	4,6	26,5	39,2
Chypre	6,1	2,7	10,1	40,1
Lettonie	6,4	4,9	7,9	41,7
Lituanie	7,9	5,9	9,8	39,8
Luxembourg	17,5	1,9	38,2	39,9
Hongrie	3,8	2,5	5,5	40,6
Malte	10,8	3,8	25,3	40,6
Pays-Bas	46,3	22,7	74,7	38,9
Autriche	22,0	6,3	41,0	42,5
Pologne	8,5	6,0	11,6	41,3
Portugal	8,9	4,8	13,7	40,2
<b>Roumanie</b>	<b>8,6</b>	<b>8,2</b>	<b>9,0</b>	<b>41,3</b>
Slovénie	8,8	7,1	10,8	41,4
Slovaquie	2,6	1,0	4,5	40,8
Finlande	12,9	8,1	18,2	39,2
Suède	23,6	10,2	38,3	39,8
Royaume-Uni	24,4	9,3	41,7	42,5
Islande <sup>1</sup>	19,9	7,7	33,9	46,5
Norvège	27,6	12,9	44,0	38,6

<sup>1</sup> 2006

T5 Chômage en comparaison européenne, au 2<sup>e</sup> trimestre 2007

ESPA, Eurostat

	Taux de sans-emploi en %			Taux de sans-emploi des jeunes <sup>1</sup>	Part des chômeurs de longue durée
	Total	Hommes	Femmes		
<b>Suisse</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>4,5</b>	<b>7,1</b>	<b>39,3</b>
<b>UE-27</b>	<b>7,0</b>	<b>6,4</b>	<b>7,7</b>	<b>15,4</b>	<b>43,7</b>
UE-15	6,9	6,2	7,7	14,9	40,9
Etats ayant rejoint l'UE en 2004	8,0	7,5	8,6	17,5	53,7
Belgique	7,6	6,7	8,7	19,2	50,0
<b>Bulgarie</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,9</b>	<b>12,6</b>	<b>57,2</b>
République tchèque	5,3	4,3	6,5	10,3	54,7
Danemark	3,6	3,2	4,0	7,2	18,2
Allemagne	8,5	8,4	8,7	12,1	56,6
Estonie	5,0	5,8	4,3	11,7	47,5
Irlande	4,6	4,8	4,3	8,9	30,3
Grèce	8,1	5,0	12,6	22,0	50,3
Espagne	8,0	6,1	10,5	18,2	21,2
France	7,7	7,1	8,4	18,2	41,3
Italie	5,7	4,6	7,4	18,5	49,9
Chypre	3,4	3,2	3,6	9,1	20,2
Lettonie	6,0	6,2	5,8	11,3	29,1
Lituanie	4,1	4,0	4,2	6,9	36,0
Luxembourg	3,9	4,2	3,5	14,9	34,5
Hongrie	7,0	6,9	7,2	16,1	49,7
Malte	6,6	5,6	8,7	14,8	37,8
Pays-Bas	3,2	2,8	3,7	6,1	41,7
Autriche	4,4	3,9	5,1	8,7	27,9
Pologne	9,6	9,2	10,1	21,6	52,8
Portugal	7,9	6,5	9,4	15,3	47,3
<b>Roumanie</b>	<b>6,5</b>	<b>7,4</b>	<b>5,5</b>	<b>19,2</b>	<b>50,9</b>
Slovénie	4,5	3,5	5,7	7,9	48,5
Slovaquie	11,2	10,0	12,7	19,2	74,9
Finlande	7,7	7,4	8,0	21,7	20,9
Suède	6,9	6,4	7,4	23,5	12,9
Royaume-Uni	5,2	5,5	4,8	14,3	24,7
Islande <sup>2</sup>	4,0	3,9	4,1	12,5	:
Norvège	2,7	2,8	2,7	8,9	17,5

<sup>1</sup> Groupe d'âge des 15–24 ans<sup>2</sup> 2006

-: pas de données disponibles

## T 6 Salaires annuels bruts moyens des employés à plein temps, par branches économiques Comparaison Suisse – Union européenne (UE) – Pays de l'AELE – 2006 en euros

Pays	C-K <sup>1</sup> Total secteurs II et III	C-O Total secteurs II et III	C Industries extractives	D Industries manufac- turières	E Production et distribution électricité, gaz et eau	F Construction	G Commerce, réparation	H Hôtellerie et restauration	I Transports et communica- tions	J Activités financières, assurances	K Immobilier, informatique, R&D, services fournis aux entreprises	L Adm. publi- que, défense nationale, sécurité soci- ale	M Enseigne- ment	N Santé et activités sociales	O Autres servi- ces collectifs et personnels	
Suisse <sup>2</sup>	46 058	46 287	46 195	46 699	57 501	44 028	41 328	31 280	47 393	67 015	55 335	63 101	54 694	44 852	45 455	
Pays de l'UE																
Belgique	37 674	36 822	37 138	39 643	55 774	29 455	35 161	23 824	34 559	52 921	42 003	35 459	35 771	32 716	33 728	
Danemark	48 307	-	66 229	46 499	57 646	45 750	44 852	37 852	45 210	57 351	56 486	-	-	-	-	
Allemagne	16 739	-	42 604	43 222	51 247	34 867	37 884	26 957	37 987	54 256	44 807	-	-	-	-	
Grèce <sup>3</sup>	21 150	18 122	20 596	17 080	32 408	11 441	12 960	12 661	21 077	29 249	19 334	24 143	20 856	19 192	13 405	
Espagne	30 521	21 402	24 693	22 605	36 456	18 274	18 589	15 164	23 645	40 012	21 739	-	23 017	24 774	19 124	
France <sup>4</sup>	40 462	30 063	31 451	31 134	39 115	26 153	27 845	22 131	28 381	44 622	33 431	-	-	26 596	31 011	
Irlande <sup>4</sup>	23 406	40 921	-	38 220	62 541	41 740	33 867	26 644	41 596	57 791	43 653	40 960	51 666	39 244	30 071	
Italie <sup>5</sup>	43 621	-	39 437	42 191	66 098	32 460	33 682	25 347	43 388	68 353	44 547	-	-	-	-	
Luxembourg	38 700	39 100	64 000	37 400	47 200	36 400	34 500	26 200	37 500	54 100	42 900	40 900	42 100	39 300	36 800	
Pays-Bas <sup>4</sup>	36 673	37 171	47 469	37 321	52 419	32 187	32 008	20 095	35 879	55 481	40 983	40 361	42 372	31 618	34 327	
Autriche	15 930	15 681	14 969	13 592	30 728	13 058	14 883	10 294	22 750	31 979	16 697	-	15 926	11 480	16 784	
Portugal	35 084	33 070	32 427	35 134	37 060	31 927	32 879	24 854	31 539	41 284	35 320	34 039	34 698	28 937	29 400	
Finlande	44 496	42 740	58 422	40 822	48 273	42 253	35 137	27 323	41 184	74 667	51 761	40 579	39 633	38 190	40 817	
Suède	21 310	23 504	27 226	19 671	30 595	24 013	17 545	17 960	24 454	32 862	21 309	30 696	34 572	27 163	19 839	
Chypre	6 417	6 336	6 437	5 718	7 324	7 090	6 237	4 297	6 765	12 220	7 272	7 442	5 707	5 797	5 412	
Estonie <sup>4, 5</sup>	7 840	8 263	9 279	7 641	11 034	5 700	6 797	4 557	9 172	19 464	7 816	11 114	9 107	7 170	7 385	
Hongrie	5 211	5 367	5 770	4 718	7 600	4 938	4 330	3 311	5 855	12 385	5 851	7 484	5 116	5 122	4 668	
Lettonie	11 669	12 633	12 851	13 227	15 859	5 919	7 723	14 986	15 393	28 053	9 750	15 765	14 216	16 422	13 240	
Malte	7 040	6 707	6 819	6 504	9 003	6 227	6 848	4 586	7 342	12 555	8 655	6 890	5 524	5 403	5 514	
Slovaquie	8 284	8 377	10 163	7 751	11 233	8 075	7 786	4 795	8 849	16 915	9 445	9 876	8 500	8 118	7 254	
République tchèque	5 543	5 549	6 873	5 107	7 214	6 057	5 204	3 175	5 497	10 968	5 969	8 047	4 639	5 326	4 646	
Lituanie <sup>5</sup>	8 119	8 173	13 492	7 563	10 164	7 645	6 824	5 470	8 692	14 485	8 169	10 348	8 065	7 448	7 489	
Pologne <sup>5</sup>	13 597	14 484	17 917	12 546	18 596	11 877	12 863	10 542	15 428	22 071	15 140	17 095	17 778	16 183	16 526	
Slovenie <sup>5</sup>	2 195	2 269	3 623	1 978	3 986	1 842	1 819	1 408	2 765	5 094	2 465	3 276	2 337	2 410	1 771	
Bulgarie	3 713	3 938	6 889	3 233	6 133	3 186	2 934	2 359	4 833	10 469	3 754	7 192	4 908	3 696	3 352	
Roumanie	36 764	46 973	68 210	49 782	50 701	62 052	47 614	34 956	49 724	78 004	52 863	-	45 730	39 318	47 892	
Islande <sup>6</sup>	47 221	46 973	68 210	44 189	50 701	42 835	45 183	34 956	45 494	61 139	52 863	-	45 730	39 318	47 892	
Norvège																

**Définition du salaire:** La définition du salaire annuel brut se base, pour Eurostat, sur le Règlement (CE) 1738/2005, pt 4.1. Les données salariales concernent généralement les entreprises de 10 employés et plus. Les données concernant la Suisse sont issues de l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS). Le salaire se compose de la rémunération annuelle brute (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que des allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, du 13<sup>e</sup> salaire, des paiements spéciaux annuels et de la rétribution des heures supplémentaires. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

<sup>1</sup> Sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels

<sup>2</sup> Médiane

<sup>3</sup> Les chiffres font référence à 2003

«-» Pas de données disponibles

<sup>4</sup> Les chiffres font référence à 2005

<sup>5</sup> Equivalents plein temps

<sup>6</sup> La valeur pour les branches C-K (colonne «Total secteurs II et III») fait référence à 2002

Sources: ESS, Eurostat (état: mars 2008) Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 032 713 64 29, lohm@bfs.admin.ch

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse

### T7 Salaires annuels bruts moyens des employés à plein temps, par branches économiques

Comparaison Suisse – Union européenne (UE) – Pays de l'AELE – 2006 en pouvoir d'achat standard (PAS)

Pays	C-K <sup>1</sup> Total secteurs II et III	C-O Total secteurs II et III	C Industries extractives	D Industries manufac- turières	E Production et distribution électricité, gaz et eau	F Construction	G Commerce, réparation	H Hôtellerie et restauration	I Transports et communica- tions	J Activités financières, assurances	K Immobilier, informatique, R&D, services fournis aux entreprises	L Adm. publi- que, défense nationale, sécurité soci- ale	M Enseigne- ment	N Santé et activités sociales	O Autres servi- ces collectifs et personnels	
Suisse <sup>2</sup>	34 328	34 499	34 430	34 806	42 857	32 815	30 803	23 314	35 323	49 948	41 242	47 031	40 765	33 430	33 879	
Pays de l'UE																
Belgique	35 480	34 678	34 976	37 335	52 526	27 740	33 114	22 437	32 547	49 839	39 557	33 394	33 688	30 811	31 764	
Danemark	34 708	-	47 584	33 408	41 417	32 871	32 225	27 196	32 482	41 205	40 584	-	-	-	-	
Allemagne	41 039	-	41 254	41 852	49 623	33 762	36 683	26 103	36 779	52 537	43 387	-	-	-	-	
Grèce <sup>3</sup>	21 423	23 194	26 360	21 860	41 477	14 642	16 587	16 204	26 975	37 435	24 745	30 899	26 693	24 563	17 157	
Espagne	22 667	22 937	26 464	24 226	39 072	19 585	19 922	16 252	25 341	42 883	23 298	-	24 668	26 551	20 496	
France <sup>4</sup>	27 993	27 573	28 846	28 556	35 875	23 987	25 539	20 298	26 030	40 926	30 662	-	-	24 394	28 443	
Irlande <sup>4</sup>	32 907	33 280	-	31 083	50 863	33 946	27 543	21 669	33 829	47 000	35 502	33 312	42 019	31 916	24 456	
Italie <sup>4,5</sup>	22 090	-	23 620	21 899	34 000	17 432	21 269	16 002	24 761	39 929	20 472	-	-	-	-	
Luxembourg	42 287	-	38 231	40 901	64 076	31 467	32 652	24 572	42 061	66 262	43 185	-	-	-	-	
Pays-Bas <sup>4</sup>	36 796	37 176	60 850	35 559	44 877	34 609	32 802	24 911	35 655	51 438	40 789	38 887	40 028	37 366	34 989	
Autriche <sup>4</sup>	35 013	35 318	45 998	35 836	46 629	32 889	32 175	19 233	33 807	48 775	36 462	37 797	46 111	30 768	32 952	
Portugal <sup>4</sup>	17 106	16 923	15 868	14 167	30 641	14 318	16 436	11 674	24 501	34 968	20 761	-	18 155	12 545	18 986	
Finlande	27 993	27 163	26 635	28 858	30 440	26 224	27 006	20 414	25 905	33 900	29 011	27 959	28 500	23 768	24 148	
Suède	29 860	28 885	32 253	29 938	35 331	27 632	28 356	17 381	27 390	41 921	32 541	29 776	25 329	26 602	27 104	
Royaume-Uni <sup>4</sup>	41 340	39 856	48 326	38 079	46 118	38 668	33 468	25 141	38 240	69 477	47 587	38 772	37 280	35 538	37 773	
Cypr	23 646	26 079	30 209	21 826	33 948	26 644	19 438	19 928	27 134	36 463	23 644	34 060	38 361	30 140	22 013	
Estonie <sup>4,5</sup>	10 002	9 876	10 033	8 912	11 415	11 051	9 722	6 698	10 545	19 047	11 334	11 599	8 895	9 035	8 436	
Hongrie	13 063	13 767	15 461	12 731	18 384	9 498	11 324	7 593	15 282	32 431	13 024	18 518	15 175	11 947	12 305	
Lettonie	8 604	8 861	9 528	7 790	12 549	8 153	7 149	5 467	9 667	20 450	9 660	12 358	8 447	8 457	7 708	
Malte	15 900	17 212	17 509	18 022	21 608	8 064	10 522	20 418	20 973	38 222	13 284	21 479	19 370	22 375	18 040	
Slovaquie	12 076	11 505	11 698	11 156	15 445	10 681	11 748	7 867	12 595	21 536	14 847	11 819	9 476	9 269	9 459	
Republique tchèque	13 476	13 626	16 531	12 608	18 272	13 135	12 665	7 800	14 395	27 515	15 363	16 064	13 827	13 204	11 800	
Lituanie <sup>5</sup>	9 794	9 806	12 144	9 025	12 747	10 703	9 195	5 610	9 713	19 380	10 548	14 219	8 197	9 410	8 209	
Pologne <sup>5</sup>	13 075	13 162	21 729	12 180	16 368	12 312	10 991	8 810	13 998	23 328	13 156	16 666	12 989	11 994	12 062	
Slovenie <sup>4,5</sup>	17 006	18 224	22 611	15 678	23 212	14 747	16 065	13 310	19 640	27 152	19 206	21 865	22 368	20 784	21 331	
Bulgarie	4 902	5 067	8 090	4 418	8 900	4 113	4 063	3 143	6 174	11 375	5 504	7 316	5 218	5 381	3 955	
Roumanie	6 517	6 911	12 090	5 675	10 764	5 591	5 149	4 139	8 482	18 373	6 588	12 621	8 613	6 487	5 884	
Pays de l'AELE																
Islande <sup>6</sup>	28 078	-	-	35 135	-	43 794	33 604	-	35 094	55 053	-	-	-	-	-	
Norvège	33 768	33 590	48 777	31 600	36 256	30 631	32 311	24 997	32 533	43 721	37 803	-	32 702	28 116	34 248	

**Définition du salaire:** La définition du salaire annuel brut se base, pour Eurostat, sur le Règlement (CE) 1738/2005, pt. 4.1. Les données salariales concernent généralement les entreprises de 10 employés et plus.

Les données concernant la Suisse sont issues de l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS). Le salaire se compose de la rémunération annuelle brute (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que des allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, du 13<sup>e</sup> salaire, des paiements spéciaux annuels et de la rétribution des heures supplémentaires. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Les salaires exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

<sup>1</sup> Sans administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels

<sup>2</sup> Médiane

<sup>3</sup> Les chiffres font référence à 2003

«-» Pas de données disponibles

<sup>4</sup> Les chiffres font référence à 2005

<sup>5</sup> Equivalents plein temps

<sup>6</sup> La valeur pour les branches C-K (colonne «Total secteurs II et III») fait référence à 2002

Sources: ESS, Eurostat (état: mars 2008)

Renseignements: Section des salaires et des conditions de travail, 032 713 64 29, john@bfs.admin.ch

© OFS – Encyclopédie statistique de la Suisse

